

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



dimanche 3 novembre 2013

« L'objectif d'Obama est de contenir la Chine, pas de s'impliquer dans de minuscules bagarres de voisinage » (Rebelión)

Enric Llopis

La « Doctrine Obama » aurait pour objectif principal de contenir la Chine, pas de s'impliquer dans de « minuscules bagarres de voisinage », d'autant que son véritable ennemi dans la région est l'Iran. Un « chaos contrôlé » dans cette zone est favorable aux États-Unis puisqu'il engendre l'épuisement d'autres puissances comme la Russie, la Turquie, l'Arabie Saoudite et même Israël. La politologue hispano-iranienne Nazanin Armanian nous offre des analyses sur l'explosive situation de la Syrie et du Moyen-Orient parmi les plus lucides et les mieux informées...

- L'attaque militaire de la Syrie qui paraissait éminente a été paralysée. Quels sont les facteurs qui pourraient la réactiver ?

Étant donné que nous ne disposons que d'une information partielle sur ce qui se mijote chez les puissances qui décident de ce conflit, il faut bien préciser que nos « opinions » sont en fait plutôt des « hypothèses ». Malgré tous les efforts de la Turquie et de l'Arabie Saoudite pour entraîner les États-Unis dans une guerre, où il y avait plus à perdre qu'à gagner, Barack Obama ne pouvait ni ne voulait attaquer la Syrie en août dernier. La proposition de Poutine (sans doute négociée au préalable) est parvenue à sortir Obama du piège « usage d'armes chimiques = attaque militaire ». La véritable ligne rouge a été franchie lorsque l'équilibre des forces entre l'armée syrienne et les rebelles a basculé (équation perdant-perdant). Damas a récupéré de nombreuses villes en juillet et en août grâce au chaos dans les rangs de l'opposition, à l'appui logistique de la Russie et à la précieuse expérience de plusieurs milliers de Gardiens de l'Islam irakiens en Syrie, qui savent lutter aussi bien contre des ennemis extérieurs qu'intérieurs.

- Quel scénario serait le plus favorable aux États-Unis dans la zone ?

La meilleure option pour les USA, c'est l'actuel « chaos contrôlé » dans lequel s'épuisent la Russie, l'Iran, la Turquie, l'Arabie Saoudite et même Israël. La « doctrine Obama » consiste à contenir la Chine et à ne pas s'impliquer dans de minuscules bagarres de voisinage. D'autant que la priorité de la Maison

Blanche dans cette région, c'est l'Iran, pas la Syrie. Une frappe sur ce pays compromettrait tout accord de paix avec Téhéran, en échange de l'arrêt de son programme nucléaire.

Néanmoins, alors que la menace d'une attaque s'éloigne, la présence de très nombreux acteurs que personne ne contrôle, et le fait que la politique ne relève pas toujours de la logique, font que tous les scénarios sont encore possibles, par exemple une provocation sous fausse bannière.

Il semblerait qu'un accord ait été passé entre les États-Unis, la Russie et l'Iran pour maintenir Al Assad au pouvoir jusqu'en début 2014. Un temps suffisant pour que les États-Unis puissent mettre à l'épreuve la bonne volonté de Hassan Rahani Ali Jamenei pour abandonner son programme nucléaire.

Ainsi, les États-Unis, Israël et l'Arabie Saoudite auraient obtenus le désarmement de la Syrie et de l'Iran sans apocalypse. Un grand triomphe pour Barack Obama.

- Quand on parle de l'opposition syrienne à Bachar Al-Assad, de quel conglomérat s'agit-il exactement ?

Il y a l'opposition interne, et celle qui lutte depuis l'extérieur contre Al-Assad, depuis des forces de gauche jusqu'à l'extrême-droite, en passant par des milliers de mercenaires qui viennent perturber le panorama. Il faut reconnaître que non seulement on reçoit des informations contradictoires, mais en plus on constate que la rapidité des changements dans les événements en cours oblige l'opposition à changer régulièrement d'attitude et de composition.

C'est vraiment difficile d'obtenir une information véridique, fiable et impartiale sur ces forces en présence.

- Quels sont les grands enjeux économiques en Syrie ?

Le rapport entre le conflit syrien et le pétrole/gaz repose sur la base de plusieurs facteurs.

Premièrement la Syrie possède 25 millions de barils de brut, c'est la plus grande réserve avérée de pétrole en Méditerranée orientale et la Russie est son unique partenaire international. Elle coopère avec Damas, aidée par la Chine et l'Iran, au développement de l'industrie pétrolière de la Syrie.

Deuxièmement, des milliards de mètres cube de gaz naturel (combustible du futur, bon, économique et propre) ont été localisés sur les côtes Syriennes.

En 1990, Le Liban, Israël et Gaza à travers British Gas (BG) sont entrés en conflit pour l'exploitation du gaz, Israël en réclamant la totalité. L'État hébreu est parvenu à mettre hors-jeu Gaza, la Syrie et le Liban et exploite

actuellement cette ressource en profitant de la faiblesse de ses adversaires.

- Et en ce qui concerne les routes stratégiques et les grands oléoducs/gazoducs ?

La Syrie se situe à un point de confluence entre plusieurs couloirs énergétiques. Si bien que la Turquie (alliée de l'OTAN) pourrait être mise hors-jeu non seulement comme pays stratégique mais aussi parce qu'elle perdrait les millions de dollars de droits de douane qu'elle perçoit pour le passage de l'oléoduc Azerbaïdjan/Géorgie sur son sol.

L'idée est de construire deux oléoducs et un gazoduc irako-syrien. En 2011 un accord a été signé pour construire un oléoduc irano-irako-syrien (appelé « le tuyau chiite ») qui transporterait le brut iranien jusqu'à la Méditerranée.

De plus, ces initiatives annuleraient le projet phare de la diversification de l'approvisionnement énergétique de l'Union Européenne : le gazoduc « Nabucco » qui devrait partir de la Mer Caspienne pour arriver en Méditerranée via la Turquie sans passer par la Russie.

D'autre part, l'Arabie Saoudite et le Qatar font pression pour construire le « ArabGas Pipeline » (gazoduc arabe) avec la participation de la Syrie, de la Jordanie et du Liban.

Ce projet permettrait de connecter le gazoduc du nord de l'Afrique à la Turquie, à la Méditerranée et donc de convertir Ankara en la première route énergétique de l'Asie et de l'Europe, ce qui réduirait le poids de la Russie, actuel principal fournisseur d'énergie du vieux continent. L'Arabie Saoudite et les États-Unis craignent une alliance entre les « géants pétroliers » le Venezuela et la Russie, car elle fragiliserait l'OPEP (Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole).

- Quel est le rôle de la Chine en Syrie et, de façon générale au Moyen-Orient ? Apparemment en Syrie, la Chine se situe en arrière-plan. Qu'en est-il de la Russie ?

La Chine, après avoir perdu l'Irak, le Soudan et la Libye comme fournisseurs d'énergie, tient fermement à son maintien dans la zone. Pour l'heure, elle préfère que ce soit la Russie qui agisse dans le conflit. Pékin pense fermement que l'objectif des États-Unis, à travers une attaque en Syrie est de prendre le pouvoir sur l'Iran, son troisième fournisseur de pétrole.

Pour la Russie de Poutine, l'objectif d'en finir avec le monde unipolaire passe par la Syrie. C'est là qu'elle peut empêcher que le soulèvement méditerranéen ne devienne un espace atlantiste. La Russie sait que l'un des objectifs des États-Unis est de détruire l'armée syrienne, en raison de ses liens avec la Russie, tout comme cela s'est déjà produit avec les forces armées d'Irak et de

Libye, afin de diminuer l'influence militaire slave dans le monde. Qui plus est, Moscou a investi 20.000 millions en Syrie. Autant d'intérêts qui invitent la Russie à résister alors qu'elle commence à relever la tête sur la scène internationale.

- L'hégémonie sunnite face au croissant chiite. Quel est le poids de la religion dans le conflit syrien, et plus généralement au Moyen-Orient ?

La chute de Moubarak en Égypte, bastion du sunnisme, l'arrivée au pouvoir des chiites en Irak, la croissance de l'influence du Hezbollah au Liban, et la rébellion chiite dans plusieurs pays arabes (Bahreïn, Yémen) ne signifient pas en soi que les changements dans la région se fassent au bénéfice de la théocratie chiite d'Iran. Là aussi, ce sont les intérêts d'État, ou de ceux qui sont au pouvoir, qui déterminent l'orientation politique d'un gouvernement.

Le fait de partager le chiisme n'unit pas nécessairement les Perses et les Arabes qui sont de vieux ennemis. De plus la crise politique et sociale de l'Iran lui-même empêche Téhéran de profiter de la faiblesse des États sunnites. La religion est une bannière, mais ce qui compte vraiment, c'est l'avidité des oligarchies qui gouvernent ces pays pour détenir l'hégémonie dans la région.

- Par ailleurs, il semblerait qu'une certaine amélioration des relations entre Obama et le nouveau gouvernement iranien soit en cours. Est-ce vraiment le cas ? Cela est-il compatible avec les analyses qui indiquent qu'à travers le conflit syrien, les États-Unis cherchent à atteindre l'Iran ?

Oui c'est vrai. En ce moment, Les États-Unis tout comme l'Iran ont intérêt à rétablir rapidement des relations. Pour Barack Obama, parvenir à un accord nucléaire avec Téhéran serait moins coûteux qu'une guerre suicidaire ou que d'avoir à accepter un Iran nucléarisé.

Il est possible que malgré les pressions d'Israël, les USA acceptent que l'Iran ait la capacité de fabriquer l'arme nucléaire (de même que l'Argentine, le Japon et l'Allemagne) et de le laisser enrichir de l'uranium à l'intérieur du pays, en échange d'un contrôle permanent de l'ONU sur cette industrie.

De plus, les opinions publiques nord-américaines et israéliennes sont contre une aventure belliqueuse sur les terres iraniennes (à consulter, la campagne : « We love you : Iran and Israël »).

D'autre part, après les refus du Royaume-Unis et de l'Allemagne, ses plus fermes alliés, de participer à une attaque militaire contre la fragile armée syrienne, les États-Unis ne sauraient se lancer dans un tel suicide collectif. Sans oublier une certaine influence du « précipice fiscal » et du manque de fonds pour un nouveau conflit d'envergure. Finalement, les USA ont besoin

de la République Islamique pour pacifier ou pouvoir poursuivre ses projets politiques en Afghanistan, Irak, Syrie et Liban, zones d'influence iranienne.

- Et du côté de l'Iran ?

Pour sa part, l'Ayatollah Ali Jamenei, le chef d'État, se trouve face à une conjoncture qui l'oblige à réorienter radicalement sa politique extérieure. Premièrement, les sanctions et les bas prix du pétrole étranglent l'économie nationale. La récession économique, le chômage, une inflation galopante de 40% et une mauvaise gestion des ressources du pays ont entraîné l'Iran au bord de l'effondrement.

Tout cela s'ajoute au fait qu'au cours de ces huit dernières années, le gouvernement d'Ahmadinejad a obtenu des bénéfices sur le pétrole supérieurs à tous ceux obtenus au cours des cent dernières années, sans que les conditions de vie de la population ne s'améliorent le moins du monde.

Une situation qui pourrait déclencher une explosion sociale, cette fois-ci non pas pour les droits civiques comme lors du « printemps de 2005 » mais en raison de la pauvreté frappant des millions de personnes qui, jusque-là constituaient la base sociale du régime.

- D'après vous, les facteurs sont donc multiples ?

Oui parce qu'à cela s'ajoute un isolement auquel il est impossible de faire face. Quatre sanctions de l'ONU et un large front uni contre l'Iran au niveau mondial : depuis ces voisins turcs, juifs et arabes jusqu'à la Chine et la Russie, qui sont tous favorables aux sanctions du Conseil de Sécurité.

Les pressions contre la Syrie, son seul allié dans la région, ont également leur importance. De plus, contrairement à quelques années auparavant, l'Iran se sent suffisamment puissant pour pouvoir se défendre sans l'arme nucléaire.

Pour autant, il ne lui est pas nécessaire de parvenir à un accord avec Washington avant qu'Obama ne quitte la Maison Blanche en 2016. Et pour finir, la classe dominante actuellement en République Islamique pense que si l'Iran aspire à être une puissance régionale, cela ne sera possible qu'en devenant un allié des États-Unis, à l'image de la Turquie et d'Israël.

- Quel bilan faites-vous des attaques/invasions antérieures promues par les États-Unis dans la zone ? L'Irak par exemple ?

La guerre contre l'Irak a été en réalité une guerre « de proximité » d'Israël contre cette puissance régionale, mise en œuvre par les États-Unis. Certes, Tel Aviv a perdu un État ennemi pour des décennies, mais les États-Unis, en plus d'avoir perdu des milliards de dollars et les vies de près de 4000 soldats, a aussi perdu son précieux allié Saddam Hussein, contrepoids avec l'Iran, qui

aujourd'hui accroît son influence dans ce pays.

L'influence de Téhéran sur Bagdad est justement l'un des motifs des attentats qui ôtent la vie à des centaines de personnes quotidiennement en Irak. Israël, l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Turquie veulent écarter les chiïtes et les pro-iraniens du pouvoir.

- Et pour ce qui est de l'Afghanistan ?

Dans le cas Afghan, l'échec des États-Unis est cuisant. Ils n'ont pas pu tracer le gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan, ils n'ont pas pu prendre le contrôle de l'Asie Centrale et des pays en « stan », et ainsi éviter que les russes n'y regagnent de l'influence et ils n'ont pas non plus réussi à contrôler le commerce de l'opium [1] même après avoir placé au pouvoir Hamid Karzai, qui dirige à présent le principal narco-État de la planète.

D'autre part, on ignore toujours si les États-Unis vont pouvoir y maintenir leur base militaire, suite au retrait annoncé pour 2014. Tout cela après avoir laissé un pays détruit, des centaines de milliers de morts, 6 millions de réfugiés et un futur incertain pour les infortunés afghans.

- Par ailleurs, quelle analyse faites-vous des dénommés « Printemps arabes » ?

Ils ont été étouffés dans l'œuf avant même de démarrer. Par la droite religieuse opportuniste et calculatrice et/ou par les militaires. Grâce à ces deux forces, les États-Unis vont pouvoir maintenir ses pays dans leur zone d'influence, et au passage, empêcher l'établissement d'une démocratie économique et politique, ce qui était ce que revendiquaient ces peuples [2].

- L'Égypte. Comment pensez-vous que la gauche devrait-elle se positionner ? D'une part, il y a des islamistes (traditionnels ennemis de la laïcité et des secteurs progressistes) qui ont gagné des élections et d'autre part, des militaires qui mènent un coup d'État avec le soutien de la population.

Je pense que la gauche égyptienne a commis une erreur en soutenant le coup d'État militaire, planifié par les États-Unis et financé par l'Arabie Saoudite.

Ce fut un mouvement stratégique de Washington, qui après l'assassinat de son ambassadeur en Libye, et l'attaque de l'ambassade d'Israël au Caire, entre autre, a pris ses distances avec les islamistes à l'échelle régionale (il les avait placés au pouvoir en Irak, en Afghanistan, au Yémen, en Libye et en Égypte) et a décidé d'opter pour la droite religieuse non extrémiste, ou laïque. Les USA ne voulaient pas des Frères Musulmans à la frontière entre l'Égypte et Israël.

Ils n'en veulent pas non plus en Syrie, où ils feront durer le conflit jusqu'à ce qu'ils aient trouvé une alternative laïque et alignée à ses intérêts. [3]

- Et s'il fallait choisir ?

Les islamistes comme les militaires sont des forces réactionnaires dont l'objectif n'est autre que d'écraser le mouvement révolutionnaire des secteurs avant-gardistes de la société. Les uns comme les autres ont eu recours à la manipulation des sentiments religieux ou patriotiques des égyptiens pour réinstaurer un système capitaliste-féodal, la corruption, et maintenir leurs privilèges.

La gauche doit adopter une posture indépendante et alternative et ne pas tomber dans le piège manichéen de « soit avec les uns, soit avec les autres ».

- Pour finir, lors d'une conférence vous avez évoqué un conflit entre Obama et un certain noyau « dur » et belliqueux de l'establishment nord-américain en faveur de la rentabilité des guerres. En quoi consiste cet affrontement ? Quelles en sont les conséquences réelles sur les conflits au Moyen-Orient et ailleurs ?

Barack Obama, durant son second mandat a commencé à prendre certaines décisions importantes dans le but affaiblir le noyau belliqueux de l'establishment. Il a écarté le général néo-conservateur Davis Petraeus, directeur de la CIA (sous le prétexte de l'infidélité de son épouse !), le dernier dont il avait hérité du gouvernement Bush. Auparavant il avait remercié le secrétaire de la Défense Robert Gates, le « seigneur de guerre ».

Il a également rappelé certains hauts gradés militaires en mission à l'étranger, comme le général Allen, responsable de l'OTAN en Afghanistan. Il a forcé le départ volontaire de la secrétaire d'État, la « fauconne », H. Clinton (sa rivale lors des primaires de 2008, qu'il avait incluse dans son cabinet afin de la neutraliser) et il a mis à la retraite Léon Panetta, directeur du Pentagone. En parallèle, il a fait intégrer dans son nouveau cabinet Chuck Hagel comme secrétaire de la Défense, malgré sa réputation d'« anti-Israélien », ferme opposant à la guerre contre l'Iran.

Au passage il a réduit le budget du Pentagone de 1,2 milliards de dollars... Obama s'est aperçu que ce sont précisément ces guerres locales et absurdes, organisées par ce secteur du pouvoir aux États-Unis, qui sont à l'origine de la perte de puissance et de prestige de l'empire à l'échelle mondiale.

Son obsession, c'est contenir la Chine et sa « doctrine », le retour en Asie. Comment y parviendra-t-il (ou non) ? Le temps nous le dira.

Enric Llopis, 31 octobre 2013.

Traduction : Collectif Investig'Action, Source : Rebelión <http://www.rebelion.org/>

Vous pouvez contacter Nazanin Armanian à l'adresse suivante : ecrirearmanian@gmail.com

Des analyses de fond sur ces questions peuvent être consultées dans des publications de l'auteure telles que « Irak, Afghanistan et Iran. 40 réponses au conflit au Moyen-Orient. » ou « L'Islam dévoilé » entre autres. Armanian est l'auteure de 15 livres (le dernier, co-écrit avec Martha Zein « Iran : la révolution permanente »). Elle réside en Espagne depuis 1983 et collabore régulièrement avec le quotidien digital Público.

[1] Lire : "[Super camellos en Afganistan](#)"

[2] Lire : « [Réquiem por la primavera arabe](#) »

[3] Lire : "[EEUU mueve fichas en Egipto \(y en la región\)](#)"

Investig'Action

<http://www.michelcollon.info/L-objectif-d-Obama-est-de-contenir.html>

<http://www.legrandsoir.info/l-objectif-d-obama-est-de-contenir-la-chine-pas-de-s-impliquer-dans-de-minuscules-bagarres-de-voisinage-rebelion.html>